



DRC CONSEIL
DANOIS POUR
LES REFUGIES



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK
Danida

Actualisation des Analyses de conflits du projet

*Résilience et cohésion sociale des communautés
transfrontalières du Liptako-Gourma*

Gao, Mali

(Ansongo-Tin Hama-Ouatagouna)



Table des matières

Liste des sigles et acronymes	3
Introduction	4
Approche méthodologique.....	4
<i>Brève présentation des comités internes d'analyse.....</i>	4
<i>Processus de collecte des données</i>	5
1. Aperçu du contexte général des localités d'intervention	6
Carte 1 : Localisation des communes d'intervention.....	6
2. Cartographie des dynamiques conflictuelles des localités d'intervention	9
Leadership et intérêts au cœur des clivages et division au sein des fractions.....	10
L'atteinte aux intérêts : des clivages au-delà des ressources naturelles.....	12
Tin Hama, Ouatagouna : des quasi-No Mans's land aux diverses implications	14
Ansongo : une concentration et précarité source de clivages PDI et communautés hôtes	16
L'instabilité et les clivages politiques : des effets variés sur les dynamiques conflictuelles	18
3. L'évaluation des effets sur la programmation : Do No Harm, Do More Good	20
Des risques opérationnels sur fond d'insécurité, de clivages et de frustrations	20
Des opportunités cohésives face à un constat général de réduction des conflits locaux	22
4. Conclusion et Recommandations	25

Liste des sigles et acronymes

RECOLG

AREN	Association pour la Redynamisation de l'élevage au Niger
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
CEP	Champs École Paysan
COFO	Commission Foncière
CRUS	Conseil Régional des Unions du Sahel
DRC	<i>Danish Refugee Council</i> (Conseil Danois pour les Réfugiés)
EIAO	État Islamique en Afrique de l'Ouest
EIGS	État Islamique dans le Grand Sahara
FDS	Forces de défense et de sécurité
FFU	Fond Fiduciaire pour l'Afrique de l'Union Européenne
GSAN	Groupe de Soutien aux actions nutritionnelles (GSAN),
GATIA	Groupe d'Autodéfense Tuareg Imgad et Alliés
HEA	<i>Household Economy Approach</i> (Analyse de l'économie des ménages)
MSA	Le Mouvement pour le salut de l'Azawad
JNIM	<i>Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin</i> (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans)
OCB	Organisations Communautaires de Base
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OSC	Organisations de la Société Civile
PDI	Personnes Déplacées Internes
RBM	Réseau Billital Maroobé
RECOLG	Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma
RECOTRAD	Réseau des communicateurs traditionnels pour le Développement
SCI	<i>Save the Children</i>
SFR	Services Fonciers Ruraux
STD	Services Techniques Déconcentrés
UGC	Unité de Gestion du Consortium

Introduction

Le projet *Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma* (RECOLG)¹ vise à travers une approche triple nexus (Humanitaire, Développement, Paix) à améliorer les conditions de vie, la résilience, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la cohésion sociale et la résilience face aux conflits dans 12 communes du Liptako-Gourma (zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger).

Cette actualisation relève d'un processus et fait suite à deux rapports d'analyse de conflits produits respectivement en 2020 et 2021. Elle vise à évaluer la sensibilité aux conflits du projet RECOLG, mis en œuvre par un consortium d'organisations internationales dont Save the Children, CARE, le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), KARKARA (au Niger), le Réseau Billital Maroobé (RBM) et ses membres TASSAGHT au Mali, le Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS) au Burkina Faso et l'Association pour la Redynamisation de l'élevage (AREN) au Niger.

Approche méthodologique

L'approche utilisée pour garantir la sensibilité aux conflits des interventions vise à analyser les dynamiques de conflits, identifier les risques et sources de conflit en lien avec le projet, ainsi que les opportunités de contribuer à la paix. Ces informations serviront à informer les stratégies programmatiques et à contribuer ainsi à la prévention et à l'atténuation des conflits, l'objectif étant de minimiser les potentiels impacts négatifs (*Do No Harm*) et de maximiser les effets positifs (*« Do more good »*). En somme, il s'agit, sur la base des résultats, d'orienter et d'adapter au besoin le projet, que ce soit au niveau programmatique et technique et sur des aspects ressources humaines, logistiques, approvisionnements, financiers, redevabilité, accès et sécurité, etc.

Basée sur les lignes directrices relatives à l'analyse des conflits élaborées par le DRC, l'approche s'inspire également du cadre analytique de protection (PAF) développé par DRC, l'International Rescue Committee (IRC) et le Global Protection Cluster, ainsi que des documents de référence des partenaires. Pour faciliter l'actualisation des analyses sensibles aux conflits, des comités internes d'analyse ont été mis en place : il s'agit de cadres multi-acteurs mis en place dans les trois pays d'intervention du projet et communs aux membres du consortium.

Brève présentation des comités internes d'analyse

¹ Le projet est financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes des migrations irrégulières et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique).

Les comités internes d'analyse² aspirent à faciliter l'actualisation des analyses de conflits et d'assurer la prise en compte effective de la sensibilité aux conflits dans la programmation. Ils sont composés d'une pluralité d'acteurs nantis d'une expertise technique dans divers secteurs (programmatique, sécuritaire et logistique) couplée d'une connaissance profonde des dynamiques spécifiques à chaque localité. Les participants à ces comités sont soit « internes » à DRC, soit « internes » aux organisations partenaires du consortium.

Les comités internes d'analyse servent à :

- Analyser l'évolution du contexte / des conflits ;
- Evaluer et suivre de manière régulière la sensibilité aux conflits des interventions ;
- Mener des réflexions stratégiques pour l'adaptation d'une intervention selon les défis ou l'urgence.

Les comités internes d'analyse se réunissent de manière régulière (mensuelle ou trimestrielle en fonction du contexte et du projet) et de façon *ad hoc* pour réfléchir à l'adaptation d'un projet face à une alerte, un incident ou à une nouvelle dynamique qui pourrait impacter drastiquement les interventions.

Processus de collecte des données

Sur le plan de la méthode de collecte des données, une triangulation a été utilisée à travers le croisement de diverses perceptions d'acteurs, complétée par une revue documentaire et les données issues des ateliers d'analyse de conflits et des focus group du comité interne d'analyse, qui couvre les 3 communes d'intervention au Burkina Faso.

Cette analyse a été informée par près d'une dizaine de sessions, avec au maximum une vingtaine de participants par session. Les travaux les plus pertinents des différentes sessions ainsi que de l'atelier d'analyse de conflits final sont joints en annexe de ce rapport.

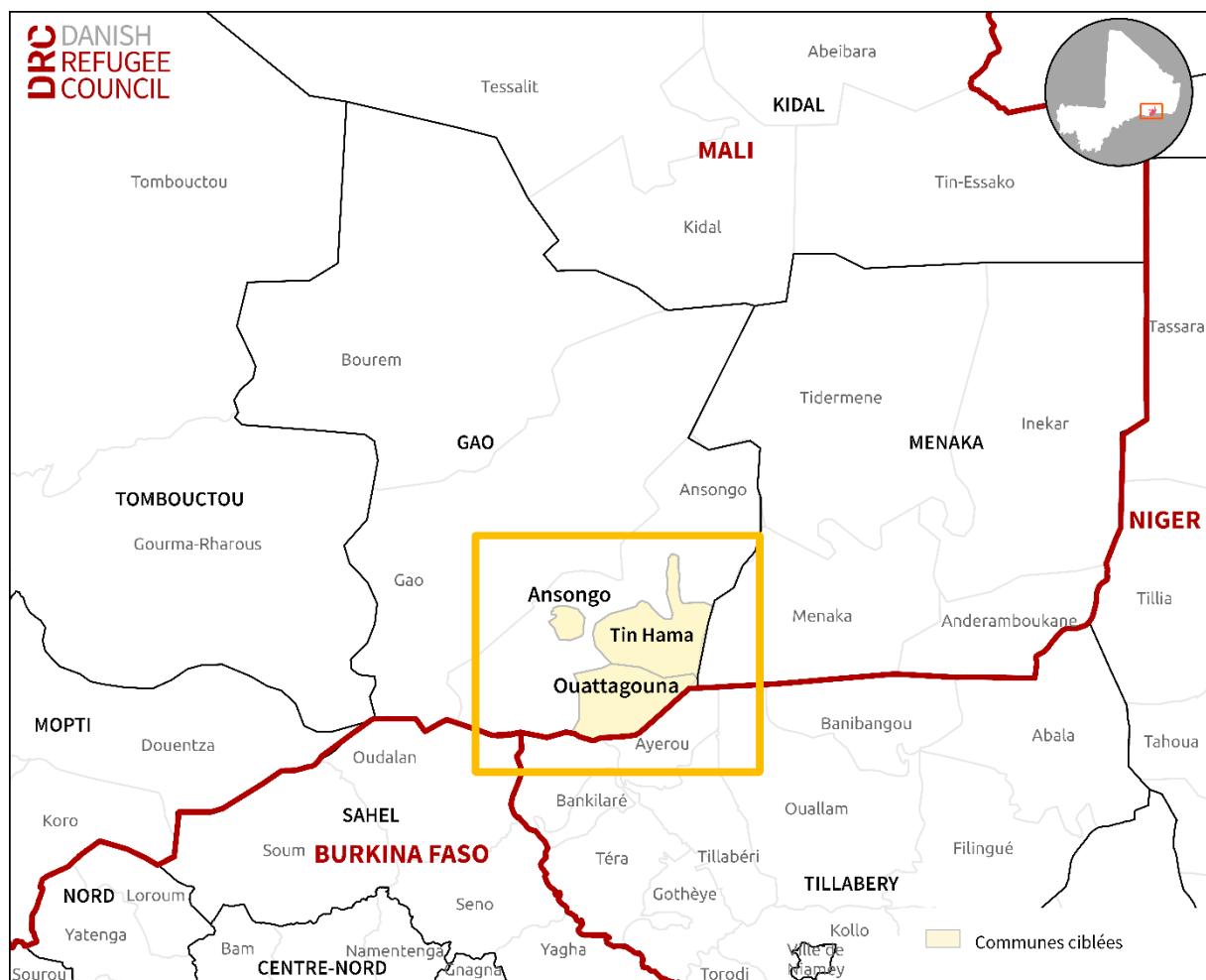
Le plan de ce rapport est articulé autour des étapes de l'évaluation sensible aux conflits. Ainsi, à la suite d'une présentation du contexte général de la région, nous verrons les principales dynamiques conflictuelles qui y sont relevées avec leurs enjeux et implications ; nous verrons par la suite leurs implications spécifiques pour la programmation et nous ferons enfin des recommandations pour une meilleure prise en compte de la sensibilité aux conflits au regard du contexte et de la programmation prévue.

REMARQUE : Pour illustrer certains conflits / plaintes, dans le rapport nous mentionnons des clivages ethniques ou socio-professionnels. L'idée n'est pas d'alimenter la stigmatisation, mais de reporter ce qui a été relevé sur le terrain. Notre travail est de s'attaquer aux causes profondes des tensions/conflits en les prévenant au mieux d'une part et d'autre part en déployant des mécanismes de gestion lorsqu'ils sont actifs. **Les sujets abordés dans ce rapport sont sensibles et visent à informer la programmation. Le rapport revêt ainsi un caractère confidentiel, merci de ne pas le partager.**

² Trois comités internes d'analyse de conflits qui couvrent les 12 communes d'intervention du projet RECOLG.

1. Aperçu du contexte général des localités d'intervention

Carte 1 : Localisation des communes d'intervention



Le RECOLG intervient dans 3 communes et précisément 32 villages/fractions de la région de Gao : les communes rurales d'Ansongo, Tin Hama et Ouatagouna. Il est cependant nécessaire de préciser que le projet initialement mis en œuvre dans les communes de Ouatagouna et Tin Hama a été élargi, en raison de la situation sécuritaire à la commune d'Ansongo. La détérioration de la situation sécuritaire dans les communes d'intervention initiales et le déplacement de la plupart des bénéficiaires dans ce chef-lieu, explique l'extension.

S'agissant de la position géographique des communes d'intervention, bien qu'elles soient proches du Niger et du Burkina Faso, seule la commune de Ouatagouna est limitée par un pays étranger, le Niger à l'Est de la localité. Le chef-lieu de la commune d'Ansongo à la situation sécuritaire, jugée plus appréciable

est aussi entouré de localités qui présentent des défis sécuritaires à l'instar de Tin Hama (une des communes d'intervention), Talataye³ et Tessit⁴.

Plusieurs ethnies cohabitent dans les communes d'intervention. A Ansongo, les principaux groupes sociaux sont : les Sonrhaï, Tamasheks, peuls, arabes et Bozos. Dans la commune de Outagouna, les Sonrhaïs, Tamasheks, peuls sont constitutifs des populations autochtones et la commune de Tin Hama est principalement composée de Tamasheks, Arabes, peuls et Daoussaks. Les communes de Ouatagouna et Tin Hama ont, par ailleurs, aussi la particularité d'être constituées de plusieurs villages ou fractions nomades ce qui explique les mouvements constants de populations notamment des bénéficiaires des projets.

Les principaux secteurs d'activité des localités sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et la pêche. Cependant, la place occupée par chaque secteur dans le système économique local diffère d'une commune à l'autre. La commune de Tin Hama, était réputée bien avant la détérioration de la situation sécuritaire, être une zone d'élevage par excellence. Cette activité est aussi essentielle dans la commune d'Ansongo où 80 % de la population s'activent sur ce secteur d'activité qu'ils combinent aussi souvent avec l'agriculture⁵. La commune dispose aussi d'un marché qui constitue le principal centre économique de la commune. Pour ce qui est de la commune de Ouatagouna à côté de l'Agriculture et l'élevage, la pêche occupe aussi une place très importante. En effet, le fleuve Niger et l'existence d'une végétation constituée de savane herbacée, de bourgou, impacte positivement tous les secteurs d'activité de la localité⁶. D'autres activités sont répertoriées dans les communes d'intervention comme l'artisanat qui occupait, d'ailleurs, une place importante parmi les secteurs socio-professionnels de la localité de Tin Hama.

La particularité de ces localités au-delà de la situation sociodémographique est relative à leur position transfrontalière avec plusieurs enjeux liés à celle-ci. Les villages qui les composent sont réputés, être sur le couloir de passage des groupes armés et trafiquants. Officiels (c'est-à-dire connu des médias) ou non ces itinéraires facilitent la circulation et l'action de divers acteurs. Couloirs par ailleurs traditionnels de transhumance et de commerce, l'insécurité qui y sévit, liées à la présence des groupes armés et aux opérations militaires limite les activités socioprofessionnelles et impacte la résilience des populations.

L'insécurité a, en effet, diverses incidences sur la situation sociopolitique, économique, et même démographique des communes d'intervention. La porosité des frontières influe aussi sur la situation des communes et facilite la circulation des personnes. L'existence de zone d'attractions (les marchés) de part et d'autre des frontières, la disparité constatée de postes de police de même celle de la couverture militaire ne favorisent pas également un contrôle effectif de l'ensemble des territoires concernés ni la sécurisation des personnes et des biens, etc. En effet, sur plus de 300 km de distance couvrant les zones transfrontalières des communes d'intervention, il n'existe que deux postes de contrôle : un au niveau de l'axe Gao, Ansongo et Labbé et un autre au niveau de l'axe Ansongo-Ménako⁷.

Carte 2 : Illustration couloirs de passage, marchés, poste de police

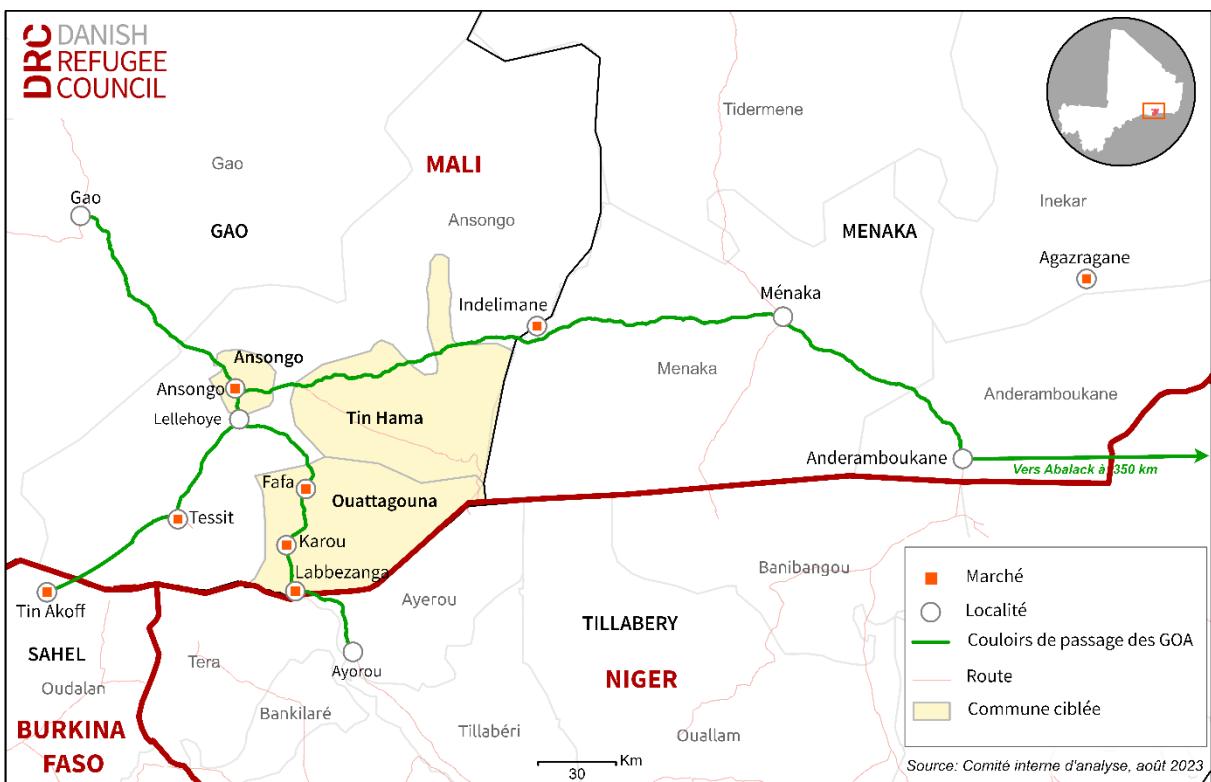
³ RFI : Mali, les jihadistes de l'EIGS ont pris le contrôle de la ville de Talataye (rfi.fr), publié le : 07/09/2022.

⁴ Le monde Afrique : Attaque de Tessit au Mali : un nouveau bilan de 42 soldats tués en fait la plus meurtrière depuis 2019 (le monde.fr), publié le 10 août 2022 à 18h17

⁵ Programme de Développement Économique Social et Culturel de la Commune Rurale d'Ansongo, 2021-2025.

⁶ Programme de Développement Économique Social et Culturel de la Commune Rurale de Ouatagouna, 2017-2021.

⁷ Comité interne d'analyse, Atelier d'analyse de conflits, Juin 2023.



L'évaluation de la situation sécuritaire au cours de l'année 2022 relève, par ailleurs, une détérioration drastique et un flux massif de PDI vers le chef-lieu d'Ansongo. La concentration des PDI de diverses localités presque toutes les communes aux alentours exacerbent les besoins et attentes notamment dans le cadre du projet. Elle constitue par ailleurs, l'une des causes sous-jacentes des clivages PDI et communautés hôtes répertoriés les communes d'accueil. Cette situation a aussi des incidences sur les conflits locaux.

Les communes de Tin Hama et Ouatagouna ont été aussi caractérisées au cours de l'année 2022 par un contrôle plus prononcé de la localité par les groupes armés. Il est constaté aussi un recul de la présence et de l'action des mouvements armés qui sont particulièrement ciblés par les groupes armés. Les conflits intestins entre Ganda Izo et Ganda Koye, GATIA ainsi que la méfiance et mauvaises perceptions de certaines communautés participent à leur recul. Pourtant, ils sont aussi réputés jouer un rôle positif en termes de protection, de sécurisation à l'exemple de la collaboration entre la GATIA et les forces de défense et de sécurité. Leur ciblage par les groupes armés explique la rareté de leurs initiatives et ceci même dans les communes qui étaient réputées, être leur bastion (Ouatagouna). D'autres phénomènes participent à cette détérioration de la situation sécuritaire : entres autres les sommations de quitter le village de manière nominative, les enlèvements et enclaves. S'agissant de ce dernier fait, il impacte drastiquement les interventions. Au-delà de l'accès aux localités, les « sommations de demeurer dans la localité » faites par les groupes armés limitent les déplacements des bénéficiaires du projet et leur participation aux activités. Les actions des groupes armés influent aussi sur les clivages PDI et communautés hôtes. Elles ont également des incidences sur les autres catégories de dynamiques conflictuelles locales particulièrement dans les localités d'affluence telle qu'Ansongo. La stigmatisation et la perception des communautés d'une connexion de certains mouvements contestataires notamment les groupes Ganda Koy et MSA avec l'EIGS participent aux clivages communautaires.

L'année 2022 a aussi été marquée au Mali par **une crise diplomatique et politique** aux incidences multiples. Les tensions diplomatiques avec la France, les partenaires extérieurs, les sanctions

économiques de la CEDEAO et de l'UEMOA, le départ de plusieurs forces étrangères (Takuba avec l'annonce de la fin de la task force au Mali le 1^{er} juillet 2022 ; BARKANE⁸ avec le départ du dernier soldat français, le 15 aout août 2022,), le retrait du Mali du G5 Sahel y compris la force conjointe anti-djihadiste (par le biais d'un communiqué du 15 mai 2022) ⁹, le partenariat plus accru avec la Russie et les interventions conjointes avec les instructeurs russes ont changé la configuration des dynamiques locales. Les réformes politiques et institutionnelles (celle de la constitution de 1992, la politique de décentralisation, les concertations nationales et la réorganisation territoriales) ont été aussi des sources de clivages dans le pays. Le manque de consensus et l'opposition d'organisations religieuses, des mouvements armés, d'une partie de la classe politique expliquent ces fractures. Tous ces éléments ont eu des répercussions dans les communes d'intervention notamment des conditions économiques plus complexes, une reconfiguration militaire avec des conséquences sur la situation sécuritaire, des réformes politiques qui ont occasionné des contestations et ruptures au niveau local, etc.

2. Cartographie des dynamiques conflictuelles des localités d'intervention

Pour une question de pragmatisme et en raison de la similitude des dynamiques conflictuelles analysées, la présentation des résultats ne se fera pas par commune comme idéalement faite. Cependant, les particularités de chaque commune d'intervention seront relevées et analysées.

Quelles sont les dynamiques conflictuelles majeures ou susceptibles d'impacter les interventions ?

Les principales dynamiques de conflits répertoriées à travers les zones de mises en œuvre du projet se présentent comme suit :

Ansongo	Tin Hama	Ouatagouna
Dynamiques PDI-Hôtes (Assistance humanitaire, cohabitation)	Dynamiques communautaires (au sein ou entre fractions)	Dynamiques politiques
Dynamiques liées à divers enjeux économiques et de développement (gestion de la plaine, gestion du marché)	Dynamiques liées aux chefferies	Dynamiques intercommunautaires (entre mouvements armés et communautés- entre fractions-ou en lien avec des questions religieuses)
Dynamiques politiques	Dynamiques PDI-Hôtes (L'assistance humanitaire)	Dynamiques agriculteurs-éleveurs

⁸ [Retrait de la force Barkhane du Mali. | Élysée \(elysee.fr\)](#)

⁹ [Mali's withdrawal from G5 Sahel. Joint Force 'a setback' for the region | UN News](#)

Dynamiques liées à l'exploitation des ressources naturelles	Dynamiques intercommunautaires (liées à l'action des groupes armés)	Dynamiques PDI-Hôtes (L'assistance humanitaire)
Dynamiques liées aux chefferies		

Le conflit lié aux Groupes armés n'a pas été considéré dans ce tableau. Il constitue l'une des dynamiques sur laquelle le projet peut en raison de divers facteurs difficilement agir.

Aussi, même si l'ensemble des dynamiques de conflits locaux n'a pas drastiquement changé, il faut noter que l'actualisation a permis d'affiner les connaissances des tensions/conflicts initialement identifiés dans les analyses de 2021. L'actualisation a également particulièrement mis en relief les implications des dynamiques sécuritaires, politiques et économiques sur les clivages et conflits locaux.

Leadership et intérêts au cœur des clivages et divisions au sein des fractions

Les fractions, entités de base qui sont le plus souvent affiliées à un village, font référence au village ou quartier dans les régions du Nord Mali. Souvent constituées pour la plupart de groupes nomades, elles n'ont pas de site spécifique bien que toute fraction soit localisée par l'administration dans une commune donnée.

La commune de Ouatagouna compterait environ 46 000 habitants répartis dans 05 villages sédentaires (Bentia, Fafa, Ouatagouna, Karou et Labbézanga) et **16 fractions nomades**. Les sédentaires occupent la vallée dans les villages épars entre les deux rives du fleuve Niger et dans les îles tandis que les nomades sont dans les "débé" ou sites de fixation dont certains ont l'allure de village n'eut été la variabilité des saisons d'hivernage. Les fractions Banganabé II, Peul Ixanane, Peul Gouloubé, Kel Egit, Melleguezène, Ibatrane II, Kel Gueguelène, Kel Eguef, Kel Sougarre ont leur territoire d'attache dans l'Haussa, tandis que celles de Boubacar Egga, Efrag-Efrag, Defrag-defrag, Kel Arokass, Kamoga, Kel Tadamast sont dans le Gourma. Mais, au gré de la disponibilité des pâturages, ces communautés transhument à la fois dans les zones pastorales de l'une ou l'autre rive du fleuve¹⁰.

Diverses tensions et conflits sont répertoriés autour de ces fractions. Les enjeux sont liés entre autres : 1) **au positionnement d'un leader/clan influant autour de la gestion de la fraction** ou 2) à **l'exclusion, la marginalisation de certaines personnes dans la gestion des affaires courantes de la fraction** ou encore 3) **l'exclusion des membres des fractions dans la gestion de la commune dans laquelle elles sont localisées**.

Cette dimension a aussi des incidences sur les **tensions, conflits liés aux chefferies** particulièrement la **gestion de la chefferie** au sein de la fraction et influe par ailleurs sur les tiraillements autour de l'appui humanitaire. Le contrôle du pouvoir et les perceptions de favoritisme sont les causes principales des frictions : « **pour chaque opportunité qui se présente, le choix des bénéficiaires par le chef est favorable à son clan au détriment des autres membres de la fraction** »¹¹. Les fractions sont, en effet, composées de diverses communautés, mais le sentiment est que ce sont ceux rattachés aux clans du chef

¹⁰ Analyse de conflits, projet RECOLG 2021, données issues du Programme de Développement Économique Social et Culturel de la Commune Rurale de Ouatagouna, 2017-2021.

¹¹ Participant, Analyse de conflits, juin 2023

qui sont les principaux bénéficiaires des opportunités et aides. En somme la gestion et la prise de décision sont indexés, « Deux ou trois autorités qui répondent au nom de tous »¹². Par ailleurs du fait de leur caractère nomade, elles sont parfois exclues dans les processus en cours dans la commune. Les stigmatisations, amalgames liés aux perceptions d’implication de certains membres de ces fractions aux mouvements armés ou aux groupes armés expliquent aussi leur exclusion. Tous ces enjeux et tiraillements expliquent les tensions et la dissidence au sein des fractions. Selon un participant, l’accès à l’aide humanitaire explique la multiplicité des fractions : « **A Tin Hama en 2010, il a été relevé 7 fractions et aujourd’hui on dénombre dans la localité 18 fractions et villages qui disposent de statut et qui sont officiellement reconnus par l’administration** »¹³.

La gestion de la chefferie Iboguitane est une illustration des clivages liés aux fractions. Ce cas de conflit ouvert répertorié en début de projet qui risquait de compromettre l'accès à la localité et qui a mobilisé les efforts des acteurs du projet n'est qu'une illustration parmi d'autres des impacts des clivages sociaux sur l'action humanitaire.

¹² Participant, Analyse de conflits, juin 2023

¹³ Participant, Atelier d’analyse de conflits, Gao, juin 2023.

La fraction Kel eguéeff : Un cas de tension liée à l'aide humanitaire Commune de Ouatagouna

L'action humanitaire n'est pas exempte d'effets négatifs. Souvent, l'impact est relatif à la méconnaissance des dynamiques en cours. Ce cas illustre parfaitement les effets négatifs rattachés à l'administration de l'aide humanitaire dans un contexte conflictogène. En effet, elle met en exergue les effets des clivages et divisions entre fractions sur l'octroi de l'aide particulièrement dans le cadre d'un processus de ciblage des bénéficiaires. Durant la deuxième année de mise en œuvre du projet RECOLG, une fraction du nom de Keleguef, une des 16 répertoriées dans la commune de Ouatagouna et qui entretenaient des relations conflictuelles avec divers autres acteurs de la localité a perçu sa non prise en compte dans la liste de ciblage comme un parti pris des acteurs du projet. En déplacement lors du ciblage des bénéficiaires du Cash transfert, ils n'avaient pas été inclus dans le processus parce qu'absente donc inaccessible lors du passage des enquêteurs. Il faut dire que le processus de ciblage n'est pas exempt de limites. La qualité du ciblage dépend aussi de celle des données collectées et souvent l'exclusion systémique de certaines communautés dans les localités nécessite une connaissance profonde des dynamiques locales par les acteurs des projets et programmes. A leur retour du Niger après le ciblage et la validation de la liste, la fraction KEL EGUEF a contesté celles-ci et introduit une plainte. Le traitement de la plainte a permis de mieux répertorier les groupes concernés, de sensibiliser les populations sur les critères de ciblage et la prise en compte de la fraction Kel EGUEF dans le projet comme bénéficiaires PDI (la fraction s'étant s'installée par la suite dans le village de Labbézangua). Les contestations et interpellations de la fraction ont ainsi permis non seulement leur intégration dans le projet, mais au-delà de leur prise en compte dans la distribution de cash transfert les efforts fournis afin d'atténuer leur frustration. Les membres ont bénéficié des opportunités dans d'autres champs d'intervention du projet et deux de leurs associations (TASSAGHT et TOUMFFA) ont été redynamisées et accompagnées pour la mise en place d'Association Villageoise d'Epargne et de Crédits (AVEC).

Ce cas n'est qu'une illustration parmi les défis liés aux clivages au sein des fractions. Il faut dire que l'accès à l'aide humanitaire est de plus en plus source de compétition entre fractions. Selon un participant ; « la mauvaise gouvernance, l'octroi de l'assistance de manière inéquitable a fortement impacté les fractions. Des dissidences existaient, mais l'aide humanitaire a fortement renforcé les clivages et la quête d'autonomie des membres marginalisés de certaines fractions pour favoriser l'accès à leurs communautés.

Comité interne d'analyse de Gao, Atelier d'analyse de conflits, juin 2023

L'atteinte aux intérêts : des clivages au-delà des ressources naturelles

Les tensions, conflits relatifs à l'accès ou à l'exploitation des ressources (agriculture, élevage, pêche) apparaissent parmi les dernières dynamiques conflictuelles répertoriées dans les communes d'intervention. Plusieurs éléments pourraient expliquer ce classement. Ils sont tributaires, bien qu'ils soient les premiers secteurs d'activité des communes d'intervention, de plusieurs facteurs : un contexte moins propice au développement d'activités agropastorales (au regard de la configuration géographique), des localités fortement impactées par les aléas climatiques (rareté des pluies, l'apparition de vents violents, la sécheresse, la diminution des ressources en eau, l'insuffisance de pâturages,)¹⁴. Tous ces éléments participent à la réduction du rendement des cultures pluviales, à un accès et aux possibilités de pâturages plus limités et à la réduction de la production animale, etc.

¹⁴ Voir les Programmes de Développement Économique Social et Culturel de la Commune Rurale.

L'insécurité impacte aussi drastiquement ces secteurs d'activité. Avec **l'action des groupes armés et les opérations militaires**, les communautés ont de moins en moins accès aux espaces de cultures et de pâturage. La commune de Tin Hama est particulièrement touchée par ce phénomène. Réputée en raison de l'immensité de la richesse du pâturage et des points d'eau¹⁵, elle était la zone de prédilection des populations des communes aux alentours. Aujourd'hui l'enclavement de la localité réduit drastiquement la mobilité des personnes et des animaux et exacerbe leurs vulnérabilités. Les effets combinés de l'insécurité et de la mauvaise répartition des pluies expliquent, d'ailleurs, la crainte d'une grave crise alimentaire dans la commune voire la région.

La situation du secteur agropastoral est cependant moins critique à Ansongo que dans les communes de Ouatagouna ou Tin Hama. Cependant, l'obstruction des couloirs de passages, les dégâts champêtres, la stigmatisation liée aux vols de bétail et la compétition autour des quelques ressources disponibles participent à la détérioration de la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs (des communautés hôtes et PDI). Ces tensions, non résolues de manière pérenne, sont parfois instrumentalisées par les groupes armés. La violence engendrée (selon l'appartenance des protagonistes) et le cortège de destructions de biens, de règlements de comptes, de représailles renforcent les clivages communautaires, etc. Ce conflit entre les organisations socioprofessionnelles et parfois avec les acteurs étatiques et économiques entraîne parfois des destructions de cultures, d'ouvrages occasionnant aussi des affrontements, des saisis d'animaux en guise de représailles, des tueries, l'effritement de la cohésion sociale, la détérioration des infrastructures d'hydro-agricole, etc.

Selon un participant : « Depuis l'avènement de la crise sécuritaire au Mali, on assiste à un tourbillon de violence, attisé par des groupes armés et des ressentiments de longue date au sein des populations rurales. Le « conflit entre agriculteurs et éleveurs » est souvent fondé sur une inimitié ancestrale doublée aujourd'hui d'une concurrence liée à l'insécurité et au changement climatique »¹⁶.

Plusieurs autres facteurs renforcent les dynamiques conflictuelles autour des ressources : L'absence de l'Etat dans certaines localités (l'administration et les services techniques), la mauvaise gouvernance, l'injustice, la méconnaissance de la charte pastorale et la loi d'orientation agricole, le non-respect de certains mécanismes de contrôle traditionnels (les pactes d'honneur, Arkawal), etc.

¹⁵ Voir Programme De Développement Économique Social e Culturel Commune Rurale de Tin-Hama, 2016-2020.

¹⁶ Participant Atelier d'analyse de conflits, Gao, juin 2023.

Les clivages autour des ressources ne concernent, cependant, pas que le secteur agro-pastoral dans les communes d'intervention. D'autres enjeux expliquent aussi les clivages autour des ressources naturelles. Les tensions liées à l'exploitation d'une plaine à Ansongo, en est une parfaite illustration.

Dynamique conflictuelle autour de la gestion d'une plaine :

Le conflit lié l'exploitation de la plaine de Chindiwara dans le village Baji Haoussa, Commune d'Ansongo

Après la reconquête des grandes villes du nord en 2013, la Commune d'Ansongo est devenue la zone de concentration des déplacés internes venant des sept communes qui composent le cercle d'Ansongo. Ce boom démographique et l'irrégularité des pluies ont ainsi augmenté les besoins et influé sur la pression autour des ressources naturelles. BARKHANE, avec l'appui de la Banque Mondiale, a lancé un projet de relance économique (PRRE). L'objectif du projet est d'exploiter la plaine de Chindiwara pour répondre aux besoins de la population et renforcer la résilience alimentaire des communautés. Il s'agissait de contribuer au développement d'activités agricoles et maraîchères grâce à la mise en place d'un système d'irrigation de maîtrise totale de l'eau au bénéfice des 600 exploitants de la plaine. Ce projet, entrepris en 2019, a cependant pris d'énormes retards. En effet au cours de la réalisation des ouvrages hydrauliques (construction de digues de protection de la plaine), le projet a accusé un retard de deux ans, alors qu'initialement, la fin des travaux et la mise à disposition étaient prévues pour quatre mois. Ce non-respect du délai d'exécution a engendré une tension entre les 600 exploitants et les acteurs du projet avec comme conséquence l'arrêt des travaux et la destruction des ouvrages. Cependant, selon les participants, les causes de ces tensions sont plus profondes et s'expliquent entre autres facteurs à l'absence d'adhésion de la plupart des exploitants visés par le projet (selon eux à peu près 535 sur 600 exploitants). Par ailleurs, la sous-traitance de la construction des ouvrages à des entreprises locales (concurrence) a participé à la frustration de certains et pour d'autres, c'est plutôt le système d'irrigation proposée par le projet qui visait la maîtrise totale de l'eau qui en constitue le soubassement. Divers mécanismes ont été mis à profit pour atténuer ces tensions (entre les exploitants, le comité de gestion, le cadre de concertation, les acteurs du projet) et aujourd'hui il existe une volonté de négocier afin de relancer les travaux.

Comité interne d'analyse de Gao, Atelier d'analyse de conflits, juin 2023

Tin Hama, Ouatagouna : des « quasi-No Mans's land » aux diverses implications

Au regard de la situation en cours dans les deux communes avec les effets combinés des groupes armés et bandits (« les parasites du Chao »), ces deux localités peuvent être considérées comme des « quasi-No Man's Land » (dans le sens de dévasté, vidé de ses habitants et à risques). En effet, « sous le contrôle des groupes armés », l'accès est presque impossible à l'exception du village de Labbékanga où les FDS et les forces internationales restent stationnées.

Exemple illustratif des effets de l'action des groupes armés Commune de Tin Hama (analyse de conflits 2021)

La localité de Tin Hama est un exemple illustratif des effets de la présence et de l'action des groupes armés. Considérée comme un « no man's land » avec comme conséquence depuis quelques années une désertion des habitants de la localité. L'occupation effective des groupes armés signifie l'absence quasi-totale de l'Etat dans la commune, plus de FDS, ni de STD. Tous ceux qui ont eu les moyens, ou l'opportunité, ont déserté la localité, à commencer par les élus locaux qui se sont délocalisés vers Ansongo et Gao. La commune, s'est ainsi vidée de tous ses bras valides, et seuls les plus démunis y résident encore : les champs ont été abandonnés, les animaux confisqués, et les activités socioculturelles bannies. Selon certains témoignages, même le fait de se faire surprendre en train d'écouter la radio, ou le fait de se faire prendre avec un stylo dans les poches, est devenu un crime passible de châtiments corporels par les groupes armés.

La détérioration de la situation sécuritaire préoccupe. Cette situation, qui avait expliqué la délocalisation des activités du projet à Ansongo n'a fait que se détériorer au cours de l'année 2022 et 2023. Les deux localités sont de plus en plus enclavées et au-delà de l'impact sécuritaire, l'éventualité d'une grave crise alimentaire se précise. Bien que les données spécifiques aux deux localités ne soient disponibles, les projections d'octobre/novembre 2022 du cadre harmonisé sur la situation alimentaire et nutritionnelle pour le Mali ressortaient que les zones les plus touchées à l'exception de Nioro (Une ville à l'Ouest) sont le centre et le nord du Mali avec pour la région de Gao 85,758 personnes en situation de crise alimentaire et 89,331 sous pression¹⁷.

Les diktats des groupes armés exacerbent la vulnérabilité des populations. S'agissant spécifiquement des restrictions liées à certaines activités socioprofessionnelles ou aux sommations de quitter le village pour faciliter leur propre circulation, ces actions des groupes armés participent à la réduction des terres cultivables et impactent tous les secteurs socioprofessionnels. Les saisies et vols de bétails en guise de paiement de « taxes » impactent aussi ce secteur avec les risques sécuritaires, liés à l'activité. Il est aussi relevé une l'hostilité de ces groupes à la plupart des activités humanitaires. Les quelque rares initiatives, acceptées sont relatives à la santé et à la construction d'infrastructures (particulièrement de points d'eau et forages). Ces différents facteurs influent sur les tensions et conflits locaux répertoriés dans la localité. Le vol ou saisie de la quasi-totalité des bêtes, les restrictions strictes de mouvements limitent les activités agricoles et commerciales et cette réduction générale de l'accès aux services et ressources exacerbe la pression sur les quelques ressources disponibles. Les tensions au sein des fractions dans les localités de Ouatagouna et Tin Hama pour la gestion de la localité pour le premier et l'accès à l'aide humanitaire illustre les dynamiques et enjeux liés à l'accès aux ressources et services.

L'action des bandits et criminels dans les villages des communes particulièrement Tin Hama et Ouatagouna¹⁸ ainsi que les trafics d'armes, de carburants, alimentaires, de médicaments, engins exacerbent la vulnérabilité et alimente la violence et les conflits. Les stigmatisations et amalgames liés aux groupes armés et bandits influe aussi sur les relations sociales. L'existence de groupes armés à caractère identitaire/communautaire explique ce phénomène. Selon un des participants « si au tout

¹⁷ [Home | AGRHYMET \(cadreharmonise.org\)](http://Home | AGRHYMET (cadreharmonise.org))

¹⁸ La commune est menacée depuis quelques années par l'apparition d'hommes armés non identifiés, circulant en motos et en véhicules, et qui s'en prennent aux villageois et à leurs biens. Ces hommes armés, souvent en groupuscules, ne semblent pas être des membres inhérents des GANE, dont l'organisation et l'idéologie sont plus complexes (analyse de conflits, 2021).

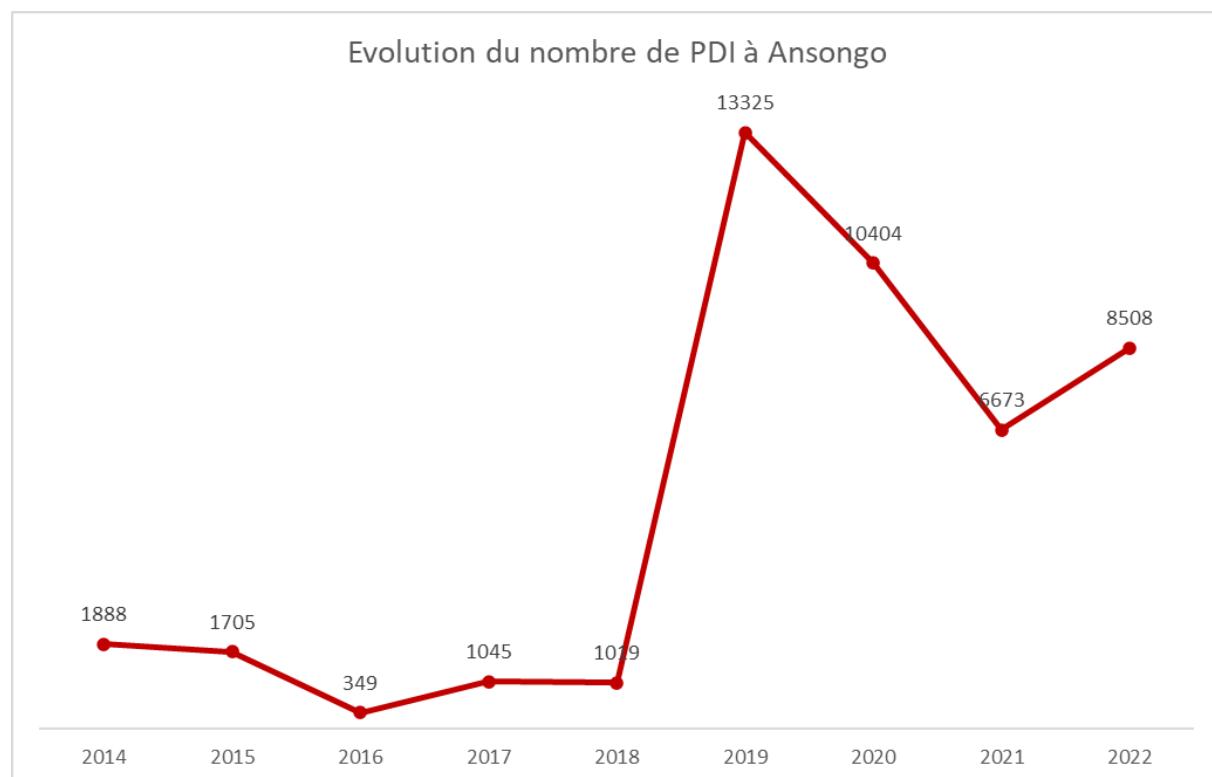
début les membres de l'EIGS étaient constitués d'étrangers, la présence de certaines communautés participe aussi aux amalgames.

Avec le contrôle des groupes, mouvements armés qui jouent de moins en moins un rôle de régulateur dans les localités. On assiste ainsi à une quasi-absence des mouvements et groupes d'autodéfense (Ganda Koy, Ganda Izo) (qui étaient aussi réputés jouer parfois un rôle de pacificateur) et il en va de même des acteurs humanitaires, laissant selon certains « la localité aux mains des groupes armés ».

Ansongo : une concentration et précarité source de clivages PDI et communautés hôtes

Face à l'insécurité multiforme, le nombre de PDI a drastiquement évolué au Mali avec 422 620 personnes, dont 54% de femmes et 46% d'hommes, consacrant ainsi selon les données de OCHA une augmentation de 72 510 personnes par rapport à l'année passée¹⁹.

La région du Liptako Gourma est réputée être l'épicentre de cette crise avec plusieurs régions et localités touchées. Le chef-lieu de la commune d'Ansongo a connu, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans les localités environnantes, un Boom démographique exponentiel. Presque la seule localité des 7 communes du cercle (Ansongo, Bara, Bourra, Ouattagouna, Talataye, Tessit, Tin Hama) avec une situation sécuritaire appréciable, elle constitue le lieu de convergences des populations des villages impactés par les opérations militaires et l'action des groupes armés.



¹⁹ Aperçu Des Besoins Humanitaires Mali Cycle De Programme Humanitaire 2023, Publié En décembre 2022.

L'évolution du nombre de PDI dans la localité a drastiquement évolué depuis 2018 avec la récurrence des attaques des groupes armés et les effets des frappes aériennes des forces armés maliens et alliés. Les mouvements sont aussi forcés dans certaines localités (kel ezit fraction, Karou village, Tin Hama village et Oulad moulouck fraction) etc.

Cette concentration **influe sur les tensions PDI et communautés Hôtes** avec la méfiance et les stigmatisations de part et d'autre. Dans ce contexte délétère avec des cas de braquages, d'infiltration des groupes armés, diverses suspicions participent aux tensions et aux conflits dans le chef-lieu de commune. Cependant, les clivages sont aussi et surtout liés à l'occupation anarchique des espaces vides, l'insuffisance d'accès à l'eau potable ainsi que les défis liés à l'accès aux ressources et services.

La cherté de la vie et l'inflation due à la situation sociopolitique et sécuritaire participent à renforcer les clivages et une compétition plus exacerbée que ce soit dans le cadre de l'obtention de l'assistance avec des cas également d'infiltration d'hôte dans les rangs des PDI. La prolifération de certaines maladies épidémiologique (rougeole, coqueluche) influe aussi sur les stigmatisations et clivages communautés hôtes et PDI.

On relève aussi des cas de tensions ou défiance de PDI vis-à-vis des autorités communales, services techniques relatifs à des besoins de garantie d'un environnement plus protecteur. La précarité, la vulnérabilité et les défis liés à l'accès aux services primaires : une eau de qualité, des moyens de subsistances et de survie, mais aussi à l'éducation, la santé frustre et exacerbé les clivages.

Les PDI sont aussi impliqués dans des dynamiques conflictuelles liées à l'exploitation agricole et pastorale des ressources. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la localité, démontrent encore que ce secteur est moins touché à Ansongo que dans les communes de Ouatagouna et à Tin Hama. En effet, « les champs sont toujours praticables, et l'élevage persiste malgré l'insécurité »²⁰. En somme l'accès aux ressources, services et opportunités participe aux clivages et l'aide humanitaire est aussi dans ce cadre, source d'enjeux.

²⁰ Participant Atelier d'analyse de conflits, Gao, juin 2023.

Exemples illustratifs 1 :

- 4) **Les facteurs réputés, influer sur les tensions, conflits liés à l'assistance humanitaire (extraits des travaux des comités internes d'analyse)**
- L'approche qui consiste à assister les mêmes personnes pendant toute la durée du projet ;
 - Le nombre insuffisant des bénéficiaires compte tenu du taux de ménages très pauvres dans la zone d'intervention du projet ;
 - La non-concrétisation des plans d'action issus des foras de dialogue (cas de la fraction Iboguilitane Tin Hama, conflit agriculteurs et éleveurs de Ouatagouna) ;
 - La non-neutralité des points focaux des ONG chargés d'apporter les assistances humanitaires ;
 - L'insuffisance des appuis humanitaires ;
 - Insuffisance de la synergie des actions humanitaires dans les communes d'intervention ;
 - La méconnaissance des principes humanitaires par les communautés ;
 - Faible niveau de cohésion sociale et du vivre-ensemble au sein des communautés ;
 - Les conflits particulièrement liés à l'assistance notamment le ciblage avec l'approche de graduation qui participe à la frustration des communautés qui se trouvent dans une vulnérabilité extrême. Dans le processus 4 000 individus ont été ciblés alors que les bénéficiaires retenus tournent autour de 900 personnes. Par ailleurs, la méthodologie IHA suscite beaucoup d'incompréhension chez les autorités et aussi la volonté des leaders d'influencer la composition des groupes.

Comité interne d'analyse de Gao, Atelier d'analyse de conflits, juin 2023

L'instabilité et les clivages politiques : des effets variés sur les dynamiques conflictuelles

La quête du pouvoir et aux instances de décision au niveau local ainsi que la question de la gouvernance sur divers aspects participent aux clivages politiques répertoriés dans les communes d'intervention :

- 1) **les élections des élus locaux,**
- 2) **le leadership traditionnel,**
- 3) **la gouvernance**, spécifiquement les mesures et programmes politiques, la gestion de la question sécuritaire, l'administration des collectivités, des ressources locales,
- 4) les **effets de la crise sociopolitique et ses implications,**
- 5) **l'assistance humanitaire et les interférences des acteurs politiques** sont autant de facteurs qui influent sur les dynamiques conflictuelles locales.

Cependant, **l'insécurité a drastiquement impacté la configuration de la sphère politique** dans certaines communes d'intervention. Le vide de pouvoir notamment à Tin Hama, l'émergence d'alternatives de gouvernance, d'administration, de protection (notamment de justice) ou l'implication

de nouveaux acteurs sur la scène politique (les mouvements d'autodéfense) ont participé à exacerber les tensions et conflits politiques. Ces changements de dynamiques et ceux induits avec l'arrivée de la junte au pouvoir ont créé de nouveaux enjeux de pouvoir avec pour certains des possibilités et d'autres des pertes d'acquis. Les leaders traditionnels y voient aussi une opportunité de reconquête. A Ansongo, au-delà des enjeux liés aux élections et au cours de l'année 2022-2023 à la décentralisation, ce sont particulièrement les clivages entre les autorités traditionnelles et administratives qui gangrènent la cohésion au sein des communautés. Les perceptions de corruption et de favoritisme renforcent ces clivages politiques.

Ces divisions et mésententes de manière générale divisent et rendent la gestion des collectivités complexe. Les tensions et conflits au sein du conseil communal avec deux tendances (l'une reconnue par les autorités communales) qui se disputent le résultat de l'élection communale des jeunes sont des exemples parmi d'autres des formes de clivages politiques dans les localités d'intervention. Ces tensions ont drastiquement impacté certains projets notamment par le biais des « boycotts d'activités » selon la perception de favoritisme ressentie par l'un ou l'autre groupe. Ainsi au regard des cibles du projet (des femmes et jeunes de 15 à 24 ans), l'intérêt de contribuer à l'atténuation de cette dynamique pour favoriser l'adhésion de l'ensemble des groupements de femmes et de jeunes dans les localités d'intervention semblait être pour les acteurs du projet la solution la plus pertinente. A Ouatagouna, les tensions entre le Maire et son adjoint relevé dans les analyses de 2021 et dont l'avènement remonte à des élections de 2016, perdurent en raison de leurs appartenances à des parties politiques traditionnellement opposées, le RPM et l>IDR.

Par ailleurs au-delà des élections et de la situation sécuritaire, la crise sociopolitique et les rapports de forces ont aussi des incidences au niveau local. Sanctions de la CEDEAO, rapport complexe avec la France et la plupart des mécanismes de la communauté internationale notamment la MINUSMA entraînant des répercussions également sur les communautés et les rapports sociaux dans les communes d'intervention.

A Ansongo, il a été relevé plusieurs effets négatifs de l'inflation sur les relations entre population, PDI et autorités communales et services techniques, elle influe aussi sur les rapports avec les ONG, avec les commerçants et les bénéficiaires de projets entre autres acteurs.

Les opérations militaires avec les attaques des postes, la suspension de tout mouvement, les arrestations jugées arbitraires et leurs impacts sur les projets, opportunités, activités économiques frustreront les populations. Il en va de même de la gestion de la localité et des perceptions de corruption, de favoritisme, de népotisme, etc.

Le conflit lié à l'exploitation du marché au poisson au sein de la coopérative de pêcheur perdure et participe en raison du soutien de la Mairie à l'une des coopératives à la défiance des populations et des pêcheurs traditionnels rassemblés autour de l'entité contestataire.

Les conflits politiques participent aux clivages au sein des communautés, mais aussi à la mauvaise perception des autorités. Se pose aussi souvent la question de risques de contestation ou de manque d'adhésions liés à l'identification des interlocuteurs appropriés à associer dans le cadre des projets et programmes. Les clivages politiques ont aussi des incidences sur toutes les dynamiques conflictuelles répertoriées dans la localité. L'instrumentalisation des questions religieuses, de la gouvernance à des fins politiques entre autres participe à renforcer les divisions.

3. L'évaluation des effets sur la programmation : Do No Harm, Do More Good

Les enjeux tournent autour de l'assistance humanitaire sont particulièrement liés à la situation sécuritaire et se résument généralement à : **des risques et défis opérationnels**, un **mouvement continu des bénéficiaires**, une **augmentation des besoins**, une **vulnérabilité et précarité des communautés**, une **pression et des compétitions autour des ressources et services**, des **conflits plus exacerbés autour des ressources et services**. Les acteurs du projet font aussi face à d'autres défis : une **instabilité politique avec des mesures restrictives qui impactent**, une **inflation aux effets aussi sur les projets et programmes**, des **défis spécifiques liés à l'identification d'interlocuteurs appropriés** au sein des autorités et services techniques de l'Etat et communautés enfin des **clivages multiformes qui influent sur toutes ces dimensions** (au sein des fractions, entre partis politiques, liés aux ressources et opportunités, etc.). Cependant des expériences positives du projet RECOLG donnent un aperçu d'approches pertinentes afin de participer de manière concrète à l'atténuation des tensions, conflits identifiés dans les communes d'intervention.

Des risques opérationnels dans un contexte de vulnérabilité plus prononcée

La plupart des risques identifiés dans le cadre des analyses, sont constitutifs de défis ou d'incidents auxquels les acteurs de mise en œuvre ont été confrontés. Si l'insécurité expose à divers risques, c'est cependant la vulnérabilité extrême des populations, le flux important de PDI qui en résulte et la compétition plus exacerbée sur les ressources et services qui constituent l'un des défis majeurs des acteurs de mise en œuvre.

1) S'agissant des potentiels effets des clivages et appartenances répertoriés dans la zone d'intervention :

Le ciblage est l'un des champs qui comporte le plus de risque de clivages, de contestation voire de conflits. Dans ce contexte de vulnérabilité extrême, l'approche de graduation a particulièrement participé à la frustration des communautés. Le pourcentage de bénéficiaires retenu dans ce processus a été fustigé. « Plus de 4 000 individus ciblés alors que les bénéficiaires retenus ne tournaient qu'autour de 900 personnes »²¹. Dans ce cadre également la méthodologie IHA a suscité beaucoup d'incompréhension chez les autorités.

Le cas des contestations de la fraction KEL E GUEFF dans le processus de ciblage à Ouatagouna montre les effets ou la portée de la méconnaissance des dynamiques locales dans un processus de ciblage. « La non prise en compte de la fraction dans le processus qui a été perçu par cette dernière comme une volonté des acteurs du projet de vouloir « casser » la fraction »²². Les objectifs visés dans le cadre des projets notamment la volonté de vouloir couvrir plusieurs villages participant selon un participant au faible quota de bénéficiaire et aux frustrations qui y sont liées. Parfois également la prise en compte de certaines catégories sociales dans les activités du projet entraîne des répercussions négatives. La

²¹ Participant Atelier d'analyse de conflits, Gao, juin 2023.

²² Participant Atelier d'analyse de conflits, Gao, juin 2023.

participation des femmes dans les activités de travail à haute intensité de main-d’œuvre par exemple est parfois perçue négativement par les hommes dans certaines localités. Tous ces aspects nécessitent une sensibilisation et communication avec les acteurs concernés.

2) Pour ce qui est des enjeux spécifiques liés à l'aide humanitaire :

La compétition autour de l'aide occasionne des contestations ou la mise en place de diverses stratégies pour en bénéficier. Comme relevé dans l'analyse des dynamiques conflictuelle autour des fractions, il semblerait que la multiplication celles-ci, relevée ces dernières années, avec la création d'entités dissidentes soit aussi motivée par des enjeux liés à l'accès à l'aide humanitaire.

L'autre défi ou risques liés aux enjeux de l'aide est relatif à l'interférence des autorités locales. Plusieurs cas, de volonté de leaders d'influencer le ciblage des bénéficiaires ou villages d'intervention, mais aussi de manière globale la mise en œuvre du projet, ont été relevés.

Il a été aussi relevé des risques de représailles pour les acteurs locaux impliqués dans le processus. Cependant, bien que le lien avec l'action humanitaire soit contesté par la plupart des participants à l'atelier d'analyse de conflits, le cas d'un leader assassiné à la suite d'une distribution de cash transfert a été reporté. Les clivages politiques constituent, par ailleurs, de plus en plus un défi en termes de mise en œuvre des activités avec l'identification d'interlocuteur qui devient de plus en plus complexe et source de représailles.

3) L'insécurité impacte aussi drastiquement la mobilité opérationnelle des acteurs du projet.

L'impact de la situation sécuritaire est moindre, comparativement aux autres pays d'intervention du projet. L'extension en 2021 des activités du RECOLG à Ansongo explique que les acteurs du projet aient été moins impactés par les défis liés à l'accès aux zones d'intervention.

Par ailleurs, avec la fermeture des services sociaux et établissements scolaires, et même de centres de santé ainsi que le déplacement des services techniques de Tin Hama et Ouatagouna, les acteurs humanitaires ont eu moins d'interlocuteurs dans les communes d'interventions. Cette situation impacte (bien que moindre en raison de l'extension à Ansongo) la plupart des activités du projet notamment en termes de cibles atteintes.

L'enclavement des communes de Ouatagouna et Tin Hama a aussi eu pour conséquence divers risques liés aux déplacements bénéficiaires à Ansongo dans le cadre des activités du projet. Les habitants de certains villages sont, d'ailleurs, assujettis à des interdictions de quitter leur localité par les groupes armés et toute une stratégie est mise en place pour rallier Ansongo et pouvoir bénéficier des opportunités du projet. « Les groupes armés retiennent parfois selon un participant les communautés contre le gré et les empêchent de quitter les localités. Ils craignent de potentielles connexions avec les forces de défense et de sécurité »²³.

Par ailleurs au regard des risques liés aux activités de consolidation de la paix, ces dernières sont systématiquement délocalisées dans le chef-lieu d'Ansongo avec diverses implications en termes de coût, mais aussi de cibles atteintes.

4) La qualité programmatique

Tout un effort a été fait pour atténuer les frustrations liées aux ciblages ou à la mise en œuvre du projet de manière générale. Les mesures prises à la suite des contestations de la fraction Keleguelf ne sont

²³ Participant Atelier d'analyse de conflits, Gao, juin 2023.

qu'une illustration des efforts déployés par les acteurs du projet pour atténuer les tensions relevées dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Plusieurs autres mesures ont été prises avec la validation de l'unité de gestion du consortium afin de faciliter les interventions et d'amoindrir les effets négatifs tout en renforçant la cohésion et la paix. Il s'agit particulièrement entre autres :

- ⇒ La communication, la sensibilisation et les échanges d'informations sur le projet,
- ⇒ L'adoption de diverses stratégies pour amoindrir les risques sécuritaires (usage transport en commun, plan de contingence.),
- ⇒ La revue des modalités d'intervention de certaines activités (appui STD, cash transfert, activités nécessitant des regroupements d'individus),
- ⇒ L'implication, la collaboration de divers acteurs dans la mise en œuvre des activités (les relais, STD et leurs auxiliaires, points focaux, sentinelles, mamans lumières, etc.),
- ⇒ Le suivi et l'adaptation continue au contexte (les alertes, veilles, remontées d'information, évaluation des comités internes d'analyse, des Accès-sécurité, des sentinelles RBM, flexibilité programmatique, etc.),
- ⇒ La concertation et la collaboration sur le choix des mesures adaptatives (comité interne d'analyse, Accès-sécurité, autorités, communautés, leaders, etc.),
- ⇒ La délocalisation ou relocalisation des activités (dans les localités jugées plus "sûres" ou celles, dans lesquelles, sont localisées les autorités, leaders communautaires, STD ou bénéficiaires déplacées)
- ⇒ Des formations (HEAT, sensibilité aux conflits),
- ⇒ La combinaison des activités pour amoindrir les risques sécuritaires et atteindre les objectifs visés
- ⇒ Le développement d'activités de cohésion sociale (dialogue, plaidoyer, sensibilisation sur les enjeux conflictuels et mise à profit des activités projet pour renforcer la résilience).

La délocalisation bien que n'étant pas le choix le plus pertinent a été prise pour atténuer les risques sécuritaires. Les mesures adaptatives ou alternatives suggérées peuvent aussi comporter des risques d'effets négatifs particulièrement au regard de la volatilité du contexte et de ses dynamiques d'où l'intérêt d'une évaluation régulière.

Des opportunités cohésives sur fond d'expériences positives du projet RECOLG

1) L'identification des conflits plus pertinents à résoudre au regard des interventions

Les dynamiques conflictuelles que ce soit au sein des fractions ou liés à l'exploitation des ressources, ou spécifiquement entre communautés hôtes et PDI voire politiques, s'ils ne sont pas traités pourraient entraîner des répercussions négatives dans la mise en œuvre du projet. Cependant, plusieurs enjeux conflictuels ont été ainsi pris en charge dans le cadre des interventions. Il s'agit au-delà des diverses initiatives de consolidation de la paix, de cas spécifiques de conflits dont la résolution était pertinente pour l'atteindre des objectifs visés dans le cadre du projet. La prise en compte des contestations de la fraction Keleguelf pour donner suite aux contestations liées au processus de ciblage dans la commune de Ouatagouna, illustre la sensibilité des acteurs du projet aux impacts négatifs de leurs actions. La prise en charge de certaines dynamiques se fait aussi, parfois en amont, de manière préventive au regard des potentielles implications négatives.

Cadre de résolution d'un conflit au sein de la communauté IBOGUILITANE

En début de projet, un processus de médiation a été initié dans l'une des communes d'intervention de la région de Gao. La dynamique conflictuelle sur base d'enjeux de pouvoir risquait de compromettre l'accès à la localité. En effet, deux fractions de la localité étaient en conflit ouvert et face aux défis de dérouler les activités et le risques d'escalades, la nécessité de gérer le conflit s'est fait sentir. Sur la base des analyses rapides de conflits, d'une cartographie des acteurs et de l'identification d'un médiateur neutre et transparent (l'ONG Tassaght, un des membres du consortium RECOLG et connu pour son ancrage et expertise des dynamiques locales), un processus de médiation a été initié. Grâce à celle-ci, une trêve a été trouvée et un accord de paix conclue. La résolution de ce conflit a ainsi permis le développement de plusieurs activités avec l'implication des parties de manière collaborative et le développement d'un plan d'action. Un dialogue de suivi a été organisé avec les parties prenantes en août 2022. Ce cas illustre la pertinence d'être sensible au contexte, mais au-delà de cette dimension, de l'approche triple nexus avec la résolution du conflit et le maintien de la cohésion grâce à la collaboration dans le cadre du projet, la cohésion et l'entente entre les parties.

2) Les thématiques et actions les plus à même de contribuer à la cohésion et à la paix

Le Mali est le seul pays, avec l'expérience de la résolution du conflit IBOGUILITANE à avoir mis en place un cadre de **médiation**. Cette expérience positive et d'autres particulièrement de **dialogue** montrent la pertinence de ces types d'initiatives en termes de pacification des relations sociales dans les communes d'intervention. Les cadres de dialogues ont une variété de thématiques : des dialogues autour de la gestion des conflits liés aux ressources naturelles, sur la coexistence pacifique entre communautés et personnes déplacées internes, mais aussi inter-intracommunautaires ou sur les relations entre les communautés et les agents de l'Etat et ses services. D'autres initiatives mobilisant les champs du projet peuvent être relevées. Il s'agit particulièrement des activités favorisant la collaboration et l'interaction entre divers groupes. En effet, elles ont été relevées comme ayant favorisé la cohésion et la paix entre les communautés.

Dans ce cadre, les activités de **travail à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO/Cash for work)** ont été relevées. Au-delà de l'interaction, l'identification de défis communs, la création d'opportunités ont eu pour certains des effets positifs sur la réduction des conflits. Il en va de même **des formations des groupements MMD, des champs écoles des producteurs agricoles pluviales**, mais aussi **des activités de suivi des producteurs maraîchers** apprenants dont la vulgarisation des bonnes pratiques acquises à l'échelle village, est aussi réputée avoir eu des effets positifs sur les communautés. Les clivages communautaires expliquent la pertinence de la plupart des activités regroupant diverses fractions ou groupes sociaux telles que les AVEC pour favoriser la cohésion et la paix.

Les activités identifiées par les communautés dans les plans d'action élaborés à la suite des cadres de dialogues sont aussi relevées comme pouvant contribuer à la consolidation de la paix dans les communes d'intervention.

Ex. illustratif (d'éléments issus) d'un plan de d'action élaboré à la suite d'un cadre de dialogue

Plan d 'action : Dialogue entre les associations socioprofessionnelles des éleveurs, agriculteurs et pêcheurs sur le thème : « rôle et responsabilité des organisations faîtières dans la consolidation de la paix dans la commune de Ouatagouna »

Activités	Ressources locales	Responsables	Lieu	Partenaires
Sensibilisation sur la charte agro pastorale	Leaders communautaires, chefs de villages, réseau des communicateurs traditionnels	Chefs villages et chefs de fractions, mairie	Ansongo	TASSAGHT et DRC
Traçage des couloirs de passage d'animaux et délimitation des champs	Chefs de villages leaders communautaires et autorités	Chefs de villages Mairie Services techniques de l'Etat	Villages	TASSAGHT/DRC
Dialogue inter groupe socio professionnelle	Pêcheurs Agriculteurs Eleveurs Religieux	Leaders communautaires Chefs villages Marabouts	Ansongo	DRC/TASSAGHT

16/06/2022

3) Les acteurs et institutions pertinents à mobiliser dans les efforts :

Les expériences positives développées dans le cadre du projet montrent que les initiatives découlent de l'action combinée de divers acteurs.

Au-delà des acteurs du RECOLG, l'**ONG TASSAGHT** s'est fortement illustrée dans la résolution des conflits au niveau local avec des incidences positives au-delà des communautés sur le projet. **Les autorités communales (Mairie, services techniques/agriculture, élevage, pêche, environnement, chefs de villages)** bien qu'étant parfois des acteurs dans les dynamiques conflictuelles, ils jouent un rôle pertinent dans le règlement des conflits dont la résolution avec les accords de paix au niveau local sont souvent entérinés par le Maire.

Les leaders communautaires (Marabouts, chefs traditionnels, le réseau des communicateurs traditionnels) sont des acteurs actifs qui participent à la prévention et à la résolution des conflits à travers les prêches dans les mosquées, l'attribution d'espace pour les PDI, de conciliation et médiation etc.

Il existe aussi divers autres cadres et acteurs qui contribuent à la cohésion et à la paix au sein des communautés. Les comités communaux de paix bien qu'en raison de la situation sécuritaire sont beaucoup soit inactifs, il n'en demeure pas moins des acteurs qui contribuent particulièrement à Ansongo à la résolution des conflits.

Divers autres acteurs et mécanismes ont été identifiés comme participant à renforcer les liens sociaux, la stabilité, la quiétude, les échanges positifs, l'entraide, la solidarité, le vivre-ensemble, la confiance au sein des communautés.

Quelques exemples de connecteurs identifiés, qui sont pertinents à prendre en compte dans les interventions :

Systèmes, structures, Institutions :

- ➔ Marchés, Mosquées, Point d'eau (les mares, puits et fleuves), Les zones de pâturage, Centre de Santé, Écoles, Conseil du village/fraction, le Mariage, le bureau de l'imama, Réseau des communicateurs traditionnels pour le Développement (RECOTRAD), les Organisations Communautaires de Base (OCB), Groupe de Soutien aux actions nutritionnelles (GSAN), Association Villageoise Epargne et Crédit (AVEC), OSP.

Comportements, attitudes, actions :

- ➔ Les œuvres sociales communautaires, l'entraide, le bon comportement, les salutations, le respect des coutumes des autres communautés, les rencontres Intra et intercommunautaire, les travaux collectifs et intergénérationnels

Valeurs et intérêts :

- ➔ Cousinage à plaisir, la religion, les projets communs, la coexistence pacifique

Expériences vécues :

- ➔ Certaines activités du projet qui ont favorisé l'interaction et la collaboration (groupement MMD, les champs écoles paysans, maraîchers et pastoraux, les démonstrations culinaires, etc.).

Festivités et symboles :

- ➔ Cérémonie « d'enturbannement » des jeunes Garçons pour leur passage à l'âge d'adulte, tressage de jeunes filles pour leur passage à l'âge adulte, les fêtes religieuses (Tabaski, ramadan), course des Pirogue, de chameaux,
- ➔

4. Conclusion et Recommandations

L'analyse des dynamiques conflictuelles dans la région montre qu'au-delà des effets négatifs de la situation sécuritaire, les clivages entre divers acteurs (les fractions, ou les acteurs locaux autorités locales, chefs traditionnels, leaders de mouvements, etc.) impactent les projets, programmes et l'aide humanitaire dans les communes d'intervention. S'agissant de l'action des groupes armés au-delà des défis d'accès et des risques sécuritaires, les interdictions de certains types d'activités humanitaires restreignent l'atteinte des objectifs visés dans le cadre des projets. Pour ce qui est des clivages, la pression et les besoins exacerbés dans certaines localités influent sur les frustrations liées à l'octroi de l'aide avec des cas de contestations plus significatifs.

L'analyse des dynamiques conflictuelles explique la nécessité de la mise en place de toute une stratégie d'adaptation et de flexibilité programmatique. Il s'agira en somme pour les acteurs concernés de :

- ➔ Identifier les thématiques de dialogue au regard des enjeux conflictuels répertoriés dans l'analyse,
- ➔ Travailler sur la question de la gestion des ressources partagées avec divers acteurs (communautés hôtes et PDI, chefs traditionnels et de village, autorités administratives, services techniques de l'agriculture, de l'élevage, la pêche et de l'environnement, etc.)
- ➔ Promouvoir l'accès équitable aux ressources, services et infrastructures (sensibilisation, dialogue, plaidoyer auprès des décideurs et autres acteurs de développement, humanitaire ou de paix)
- ➔ Développer des mesures adaptatives au regard des risques majeurs identifiés (d'exclusion de certaines catégories, de mauvaises perceptions des communautés et autorités, de représailles ou d'attaques, etc.)
- ➔ Prendre en compte ou continuité des mesures d'adaptation les plus pertinentes mises en place (Plan de contingence, suivi de la sensibilité aux conflits, inclusion et implication de divers acteurs pour faciliter l'opérationnalisation des activités, la communication et les initiatives de cohésion sociale qui renforcent l'acceptance et l'adhésion des communautés, etc.)
- ➔ Renforcer les relations de confiance entre communautés hôtes, PDI avec leurs composantes (les femmes, jeunes, hommes, leaders, leur représentant, les fractions) ainsi qu'entre ces derniers et les services administratifs et techniques de l'Etat, les FDS et acteurs humanitaires, etc.
- ➔ Prioriser la sensibilisation sur les interventions et principes humanitaires au regard des contestations et clivages liés à l'aide humanitaire ;
- ➔ Mettre l'accent sur la résolution des tensions, conflits liés au partage des ressources, les dégâts champêtres et autres catégories d'atteintes aux activités socio-professionnelles,
- ➔ Promouvoir une réflexion stratégique plus globale en termes de package d'intervention au niveau commune pour atténuer les conflits fonciers
- ➔ Sensibiliser et disséminer des résultats des analyses sensibles aux conflits auprès de diverses cibles particulièrement les autorités administratives, religieuses, traditionnelles (chefs de fractions notamment) et autres acteurs pertinents susceptibles de jouer des rôles positifs dans l'atténuation des conflits, tensions.
- ➔ Plaider/sensibiliser pour une approche plus sensible aux conflits de la gouvernance locale (au regard des clivages locaux et des interférences négatives).